

AVANT-PROPOS

Cette année, la lauréate de la distinction Nansen pour les réfugiés, Aqeela Asifi, est honorée pour son travail courageux et sa contribution importante à l'éducation des filles réfugiées. Depuis son arrivée il y a 23 ans au village de réfugiés de Kot Chandna, dans la province du Pendjab, au Pakistan, Aqeela Asifi a travaillé sans relâche pour permettre aux filles de cette communauté de réfugiés afghans, profondément conservatrice et pauvre, d'accéder à l'enseignement primaire et secondaire. Jusqu'à présent, son travail acharné, sa sensibilité aux valeurs culturelles et religieuses et sa persévérance ont permis à un millier de filles de fréquenter son école, tant au niveau du primaire que du secondaire, et d'obtenir le diplôme national du premier cycle du secondaire. Deux générations de diplômées sont issues de son école. Plus tard, les filles poursuivent leurs études, deviennent enseignantes et subviennent aux besoins de leur famille soit au Pakistan, soit en Afghanistan lorsqu'elles y retournent.

L'importance de la contribution d'Aqeela Asifi à sa communauté et à l'éducation des filles est difficile à concevoir sans saisir le contexte extrêmement défavorable dans lequel elle œuvre depuis 23 ans. Le présent rapport vise à présenter ce contexte. Il s'appuie sur des entretiens de terrain au Pakistan et sur de nombreuses études pour décrire le paysage éducatif des réfugiés afghans au Pakistan, avec un éclairage particulier sur les filles. Son propos est aussi de souligner les avantages considérables dont peuvent bénéficier les personnes, la collectivité, le pays d'accueil et le pays d'origine lorsque les réfugiés peuvent suivre un enseignement primaire et secondaire. Enfin, il s'arrête sur certaines initiatives originales qui sont en cours en Asie du Sud-Ouest pour améliorer l'accès des réfugiés afghans à un enseignement de qualité.

Auteur: Charlotte Jenner

PHOTO COUVERTURE : © HCR / S. RICH



1. SYNTHÈSE

Les conflits constituent la première cause de l'abandon scolaire des jeunes. La moitié des enfants non scolarisés dans le monde vivent dans des zones de conflit. Vingt-neuf millions de jeunes têtes (1) ne vont pas à l'école, un chiffre renversant. Et, lorsqu'un conflit perturbe l'éducation d'un enfant, les statistiques montrent que ce dernier est *a priori* moins destiné à retourner à l'école (2). Ironie tragique : les pays dont les enfants ne fréquentent pas l'école sont ceux qui ont le plus besoin de citoyens instruits pour aider à leur reconstruction. L'Afghanistan est une illustration parfaite d'une telle nation.

Les réfugiés afghans constituent l'une des populations déplacées les plus importantes dans le monde, et peu de réfugiés ont été déplacés aussi longtemps qu'eux. Après trois décennies d'un conflit récurrent, l'éducation de générations successives d'enfants réfugiés afghans a été perturbée, abandonnée ou oubliée, en raison d'une série d'obstacles en grande partie indépendants des réfugiés eux-mêmes.

Aujourd'hui, selon les estimations, 2,6 millions d'Afghans sont toujours exilés, principalement au Pakistan et dans la République islamique d'Iran. Le Pakistan se classe au deuxième rang des pays d'accueil de réfugiés dans le monde. On y dénombre quelque 1,5 million de réfugiés afghans, chiffre qui représente 10,5% de la population mondiale totale de réfugiés (3). L'Iran accueille environ 950000 réfugiés afghans¹.

Au Pakistan ou en Iran, la population de réfugiés afghans est jeune; les enfants de deuxième et troisième génération sont nés d'une mère déplacée. Les enfants âgés de moins de 14 ans représentent la moitié des 2,45 millions de réfugiés (3), et les jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans) constituent une part² importante de la population.

¹ 97 % des réfugiés afghans en Iran habitent en milieu urbain ou semi-urbain.

² 20% des réfugiés afghans au Pakistan ont entre 15 et 24 ans (unhcrpk.org/wp-content/uploads/2012/11/PPVR-Report.pdf).

Un contexte scolaire difficile

Dans le meilleur des cas, éduquer plus d'un million de réfugiés en âge scolaire relève d'un défi majeur. Le Pakistan et l'Iran font face à des obstacles innombrables pour l'éducation de leurs propres populations; cependant, les deux pays permettent généreusement aux enfants réfugiés de fréquenter leurs écoles. Malgré tout, la scolarisation des enfants afghans reste faible.

Au Pakistan, environ 80% de la population réfugiée afghane en âge scolaire ne va pas à l'école actuellement (4), d'où un taux d'alphabétisation extrêmement faible chez les réfugiés afghans. Selon les estimations, seulement 33% d'entre eux savent lire et écrire. Le taux d'alphabétisation des femmes et des filles réfugiées est même plus bas, avec près de 7,59% (5).

L'accès à l'enseignement pour les réfugiés afghans au Pakistan s'inscrit dans un contexte scolaire national extrêmement difficile. Le Pakistan lui-même se classe au deuxième rang mondial pour le nombre d'enfants non scolarisés; d'après les estimations, 25 millions d'enfants pakistanais seraient non scolarisés (6). Environ 62% de ces enfants sont des filles. Conséquence de ces faibles niveaux d'accès à l'enseignement, 45% de la population pakistanaise adulte est analphabète, et moins de la moitié de la population féminine âgée de plus de 15 ans sait lire et écrire (7).

En Iran, 98% de la population iranienne âgée de 15 à 24 ans est analphabète, et 94% de la population achève le cycle primaire (8). Les réfugiés afghans ont le droit d'accéder aux écoles publiques iraniennes, mais les frais peuvent constituer un obstacle pour certaines familles afghanes. Cela dit, 338 276 enfants réfugiés, afghans et irakiens, ont eu accès à l'éducation en Iran durant l'année scolaire 2013-2014, ce qui représente une augmentation de 7% par rapport à l'année précédente.

En Afghanistan, le paysage de l'éducation s'est considérablement amélioré depuis la chute des talibans en 2001. Les taux d'inscription dans les écoles afghanes ont augmenté; le taux de scolarisation des filles est passé de moins de 40% à plus de 80% dans l'enseignement primaire, et de 5% à plus de 34% dans l'enseignement secondaire. En cinq ans seulement, le taux d'alphabétisation a augmenté de presque 30% à l'échelle du pays chez les femmes et les filles âgées de 15 à 24 ans, et de presque 40% chez les jeunes femmes habitant en milieu urbain. Ces chiffres demeurent bas, en termes relatifs, mais ils représentent une amélioration prometteuse en tout juste cinq ans (9). Cependant, des obstacles subsistent, en particulier pour les rapatriés. Ce sont notamment la pauvreté, les restrictions socioculturelles touchant les filles, le mauvais état des infrastructures et le manque de personnel enseignant qualifié, d'enseignantes surtout. Dans les provinces frappées par les conflits et l'instabilité, le corps enseignant ne compte que 1% de femmes. Les écoles manquent aussi de fournitures de base, de manuels scolaires et de pupitres, par exemple. En Afghanistan, selon les estimations, 3,5 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés (10).

En raison de la durée du déplacement des populations afghanes, lorsque l'éducation des réfugiés de première génération est inexistante ou a été interrompue, les deuxième et troisième générations se heurtent à des obstacles dus à la pauvreté, à des traditions socioculturelles strictes ou à d'autres causes institutionnelles.

Ce cercle qui s'autogénère affecte particulièrement les filles. Le faible nombre de filles diplômées entraîne une diminution constante du nombre d'enseignantes pour les classes de niveau supérieur, ce qui limite encore plus l'accès des générations futures à l'enseignement primaire et secondaire.

Non seulement cette situation a des répercussions sur la communauté des réfugiés afghans au Pakistan, mais ses conséquences sont immenses pour l'Afghanistan puisqu'elle restreint les possibilités d'un retour viable, bride le vaste potentiel des jeunes réfugiés afghans et limite les progrès en matière d'éducation et de développement.



Un potentiel important

Lorsque les enfants afghans ont la possibilité d'accéder à l'enseignement primaire et secondaire, dans le cadre des écoles publiques de leur pays d'accueil ou de mécanismes communautaires, les résultats positifs se nourrissent aussi d'eux-mêmes : la vie des élèves afghans, certes, s'en trouve améliorée, mais aussi celle de leur famille, de la communauté en général et des générations futures. Les enfants et les jeunes déplacés qui ont accès à l'éducation et à la formation sont mieux outillés pour apporter leur contribution à leur communauté d'accueil et pour jouer un rôle dans le développement de leur pays d'origine en tant qu'enseignants, médecins, ingénieurs ou autres membres de la population active afghane. Les filles instruites deviennent des mères instruites, qui sont capables d'accompagner leurs enfants dans leur scolarité, de contribuer financièrement au foyer et de veiller à la santé et au bien-être de leur famille, y compris d'elles-mêmes.

Le travail inlassable des éducateurs et des militants associatifs, telle Aqeela Asifi, lauréate de la distinction Nansen pour les réfugiés 2015, montre que des solutions existent, même dans les contextes les plus difficiles. De plus, les efforts déployés par les gouvernements d'accueil, les ONG, les agences de l'ONU, les écoles publiques et la société civile pour proposer des options en matière d'éducation aux réfugiés afghans ont démontré, sans équivoque possible, les avantages de l'éducation et de la formation, en particulier pour les filles réfugiées afghanes.

L'enjeu majeur est de s'assurer que tous les enfants réfugiés afghans, filles et garçons, ont systématiquement accès à l'enseignement primaire et secondaire et à la formation. Un long chemin reste encore à parcourir, mais des progrès sont réalisés grâce à une série de solutions novatrices:

Interventions communautaires et à domicile pour les filles:

Les écoles communautaires et à domicile se révèlent être des options efficaces pour les filles qui, autrement, n'auraient pas la possibilité d'apprendre en raison de contraintes géographiques, économiques ou socioculturelles. Les interventions pédagogiques communautaires, comme l'école de filles créée et dirigée par Aquela Asifi, modifient les collectivités isolées et conservatrices de façon durable. Ce faisant, elles ouvrent des débouchés à long terme pour les enfants et les jeunes Afghans.

Renforcement de la capacité des écoles publiques fréquentées par les élèves réfugiés afghans:

Les avantages de l'accès à un enseignement primaire et secondaire complet au sein du système public pour les réfugiés afghans dans leur pays d'accueil sont énormes, que ce soit en termes de résultats d'apprentissage, d'inclusion, de protection, de possibilités de poursuite des études ou de perspectives de rapatriement volontaire. Cela va de pair avec la politique générale du HCR

visant à soutenir les systèmes existants pour assimiler des apprenants réfugiés. Cependant, les systèmes scolaires publics dans les communautés d'accueil, notamment au Pakistan, sont déjà débordés dans de nombreux cas. Sous l'égide de la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSRA) (voir encadré page 19), des interventions comme le programme des zones affectées par la présence sur leur sol de réfugiés de longue date (RAHA) ont permis au HCR de concentrer son action sur le renforcement de la capacité du système scolaire public à intégrer des élèves afghans. Dans le cadre du programme RAHA, le HCR a ainsi financé la rénovation et la construction de salles de classe et la création d'installations adaptées dans les écoles de filles pour encourager la scolarisation. La formation de 200 enseignantes au Pakistan a aussi permis de lever partiellement un obstacle important à l'éducation des filles pakistanaises et afghanes.

• Formation technique et professionnelle pour les réfugiés afghans:

Dans le cadre de la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSRA), la formation technique et professionnelle est un mécanisme indispensable pour que les réfugiés afghans puissent subvenir durablement à leurs besoins et à ceux de leur famille, que ce soit dans leur communauté d'accueil ou à leur retour en Afghanistan. La formation à de nombreux métiers (tailleur, maçon, plombier, informaticien, etc.) se révèle extrêmement efficace, en particulier pour les femmes et les filles. Les chances de gagner leur vie sont plus élevées pour les apprenants, la mobilité des femmes et des filles est accrue et les femmes réfugiées gagnent en autonomie dans leur foyer et leur communauté.

Bien que le paysage de l'éducation pour les réfugiés afghans pose un défi, des solutions créatives émergent, soutenues par le travail stimulant des membres de la communauté des réfugiés afghans, comme Ageela Asifi. L'histoire d'Ageela Asifi traduit l'espoir d'un avenir meilleur et plus durable pour les Afghans, pendant leur exil et lors de leur retour en Afghanistan, et ce, grâce à l'éducation. Son histoire est un exemple encourageant sur la manière dont de nombreux réfugiés afghans prennent en main le combat de leur communauté: ils s'appuient sur l'éducation pour rompre le cercle de la pauvreté et de l'isolation et pour créer une nouvelle génération d'enfants autonomes et instruits. En instruisant les filles, Aqeela Asifi va encore plus loin: elle veille à ce que son travail ait un impact allant bien au-delà de sa communauté et d'une seule génération en allumant la flamme de l'éducation chez des générations de filles à venir.



2. L'ÉDUCATION DES RÉFUGIÉS DANS LE MONDE

L'impact des déplacements forcés sur le bien-être émotionnel, social et économique des populations touchées, aussi bien jeunes qu'âgées, est profond. Mais, pour les enfants et les jeunes en particulier, les déplacements sont aussi marqués par la peur et l'insécurité. Obligeant habituellement les familles à vivre dans une pauvreté extrême, les déplacements plongent aussi les enfants et les jeunes réfugiés dans un monde incertain où l'apprentissage et le développement des compétences sont souvent hors de portée.

Dans les cas où les réfugiés ont accès à l'enseignement, celuici est souvent limité ou de piètre qualité à cause de contraintes financières et de la capacité restreinte de systèmes déjà débordés. Les taux mondiaux de scolarisation et de maintien dans les structures éducatives des enfants réfugiés, notamment des filles et au niveau du secondaire, sont ainsi d'une faiblesse préoccupante. Seul un enfant sur deux a accès à l'enseignement primaire, et un sur quatre à l'enseignement secondaire. Moins de 1 % des enfants sont en mesure de suivre un enseignement supérieur (11). Au-delà des chiffres, cet écart troublant dans l'éducation des réfugiés déçoit les aspirations et freine l'avenir de milliers d'enfants et de jeunes réfugiés.

Les filles réfugiées sont particulièrement laissées pour compte. La moyenne mondiale est de seulement trois années de scolarisation pour celles qui ont trouvé le chemin de l'école (12). Par conséquent, leur taux d'alphabétisation est extrêmement bas. N'ayant pu ou ne pouvant pas accéder à un enseignement de base, de nombreuses filles réfugiées restent isolées, ne peuvent se prendre en charge et sont vulnérables à la violation de leurs droits tels que la violence sexiste, le mariage des enfants, la grossesse précoce ou toute autre forme d'exploitation.

L'expérience a montré que l'accès des enfants réfugiés au cycle complet de l'enseignement primaire et secondaire est essentiel dès le premier jour d'une crise, le temps du déplacement, à leur retour et au-delà. Il s'agit d'un élément fondamental pour reconstruire les communautés ravagées par un conflit, les réfugiés instruits étant mieux en mesure de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, plus à même de trouver et d'appliquer leurs propres solutions pendant et après le déplacement, notamment en cas de situations prolongées, et plus susceptibles de réussir leur rapatriement. En effet, les enfants réfugiés qui ont accès à un enseignement de qualité, qui ont pu être assimilés par les systèmes scolaires publics de leur pays d'accueil, qui participent à des solutions communautaires ou fréquentent des établissements privés, sont des élèves motivés, brillants et résilients, dont l'avenir est prometteur.

L'accès à un enseignement de qualité est un droit pour tous les enfants. Pour les réfugiés notamment, l'éducation est un atout extrêmement précieux et mobile, qui améliore les chances des personnes et des familles pendant leur exil, au moment de leur retour et après leur réinstallation.



3. L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE POUR LES

Membres d'une communauté déplacée depuis plus de trois décennies, les réfugiés afghans au Pakistan perçoivent autant l'éducation comme une voie vers un avenir meilleur que comme une composante fondamentale à la reconstruction de leur pays d'origine. Différentes options en matière d'éducation sont actuellement proposées aux réfugiés afghans au Pakistan. Les niveaux d'accès varient entre les villages de réfugiés et les milieux ruraux, semi-urbains et urbains.

Écoles des villages de réfugiés

Dans 54 villages de réfugiés³, 127 écoles locales dirigées par des ONG et financées par le HCR dispensent un enseignement primaire aux réfugiés afghans; 59 000 enfants en bénéficient. Le financement étant limité, les écoles des villages de réfugiés luttent pour recruter des enseignants qualifiés et les conserver, ce qui influe sur la qualité de l'enseignement. Le taux de décrochage dans ces écoles est élevé, se situant autour de 70 %. Le taux de décrochage chez les filles, 90 %, est particulièrement inquiétant. Le décrochage est souvent lié au travail des enfants, induit par la pauvreté, et aux exigences socioculturelles qui veulent que les filles restent à la maison. Seul un nombre limité de ces écoliers va suivre le cycle secondaire, toujours à cause des limites socioculturelles, des contraintes financières, des différences de programme scolaire, de questions d'attestation d'études ou de la proximité

Le système scolaire public pakistanais

Au Pakistan, tous les enfants réfugiés ont le droit de fréquenter les écoles publiques. Une ouverture dont les retombées sont extrêmement positives, notamment pour les réfugiés afghans qui habitent en milieu urbain et semi-urbain, et sont donc proches des écoles. Les enfants réfugiés qui peuvent aller à l'école primaire et secondaire dans le système pakistanais réussissent souvent très bien, et l'insertion des réfugiés afghans a, dans de nombreux cas, contribué au rapprochement des communautés.

Atteindre le deuxième cycle du secondaire dans les écoles publiques est parfois difficile pour les réfugiés afghans, à cause d'attestation d'études et de contraintes financières et

d'écoles publiques. En dépit de ces barrières, les écoles des villages de réfugiés sont depuis 30 ans les seuls établissements à proposer un enseignement de niveau primaire à des dizaines de milliers de réfugiés afghans dont les situations sont les plus précaires.

³ Au Pakistan, 33% des réfugiés vivent actuellement dans 76 villages de réfugiés implantés à travers le pays, tandis que 67% vivent en milieu urbain ou semi-urbain.



AFGHANS AU PAKISTAN

sociales. D'après les estimations, 2000 réfugiés afghans ont poursuivi leurs études à l'université dans la province du Khyber Pakhtunkhwa.

Écoles privées afghanes et écoles communautaires

La plupart du temps, les élèves réfugiés peuvent fréquenter des écoles privées ou communautaires. Les frais d'inscription demandés par les écoles privées varient, allant de sommes modiques à extrêmement élevées, ce qui empêche de nombreuses familles de réfugiés afghans à envoyer leurs enfants dans ces écoles. L'enseignement dans les établissements privés et communautaires est aussi inégal, la qualité des cadres pédagogiques allant de faible à excellente.

Les mécanismes de validation des études fluctuent eux aussi. Certains établissements délivrent un diplôme reconnu à la fois par le Pakistan et par l'Afghanistan, d'autres n'en délivrent aucun. De même, un petit nombre d'écoles communautaires de filles, comme celle créée par Aqeela Asifi, proposent un enseignement de qualité jusqu'au premier cycle du secondaire pour des milliers de filles réfugiées afghanes. Les résultats sont extrêmement positifs.

Éducation non institutionnelle

Pour une communauté qui vit le déplacement le plus prolongé dans le monde, l'accès à l'enseignement primaire et secondaire au sein du système scolaire officiel n'est qu'un élément du tableau. De nombreux réfugiés afghans de première et deuxième génération ne sont peut-être jamais allés à l'école ou ont vu leur scolarité interrompue. Souvent trop âgés pour réintégrer le système scolaire officiel, ils voient leurs possibilités d'apprentissage limitées. L'existence d'options non institutionnelles en matière d'éducation, tels les cours accélérés et les formations professionnelles et techniques, est donc essentielle pour leur communauté. Au Pakistan, un petit nombre de centres de formation acceptent les réfugiés afghans au Pakistan. Il peut s'agir d'établissements de formation des enseignants délivrant des diplômes ou de centres dirigés par des ONG et financés par le HCR qui proposent de brèves formations aux métiers d'informaticien, de tailleur, de réparateur de téléphones portables et de plombier.

Médersas

Les médersas (centres d'enseignement religieux islamique) représentent une autre forme d'école souvent privilégiée par la communauté des réfugiés afghans au Pakistan. Sans être des écoles primaires et secondaires officielles, beaucoup de médersas assurent un enseignement de base, qui permet aux enfants d'apprendre à lire et à compter, et fournissent abri et nourriture aux élèves dans le besoin. De nombreux enfants qui fréquentent les écoles officielles vont aussi dans une médersa pour leur instruction religieuse, tandis que ceux qui ne vont pas du tout à l'école fréquentent souvent une médersa.



4. LES OBSTACLES À L'ÉDUCATION DES FEMMES ET DES FILLES RÉFUGIÉES AFGHANES, ET LES RISQUES DÉCOULANT D'UN ACCÈS LIMITÉ

Des solutions existent en matière d'éducation et de formation pour les réfugiés afghans au Pakistan, mais leur accès est très problématique pour les femmes et les filles réfugiées afghanes, notamment celles qui veulent suivre un enseignement de niveau secondaire. Les limites socioculturelles sur la mobilité et les droits, les obstacles institutionnels touchant les installations et les environnements culturellement adaptés, la pauvreté, limitent l'accès des filles à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, que ce soit le temps de leur déplacement ou au moment de leur retour en Afghanistan. En conséquence, l'accès limité des filles réfugiées afghanes à l'école est une faille ouverte au mariage des enfants, aux grossesses précoces et au travail des enfants.

Obstacles socioculturels

De nombreuses familles de réfugiés afghans parlent de manière éloquente des avantages de l'éducation de leurs fils, mais ne voient pas souvent celui d'envoyer leurs filles à l'école. Les rôles dévolus aux deux sexes sont fermement ancrés dans les communautés de réfugiés afghans, qui sont souvent très conservatrices. Il en résulte des contextes où les filles sont contraintes de rester à la maison pour s'acquitter des tâches ménagères et élever les enfants.

Le mariage des enfants et la grossesse précoce sont souvent cités comme des obstacles importants à la poursuite des études des filles réfugiées afghanes, en particulier au niveau secondaire. Nombre d'entre elles sont retirées de l'école dès la sixième année pour être mariées. Elles tombent ensuite enceintes, et leur espoir de continuer les études s'éloigne encore plus. La plupart des filles qui se retrouvent enceintes ne retournent pas à l'école (13).

L'exclusion des filles se produit souvent au niveau secondaire, car peu d'écoles existent. Se déplacer jusqu'à une école publique pose un problème à de nombreuses filles réfugiées afghanes. Comme, en général, elles n'ont pas le droit de quitter le domicile sans être accompagnées d'un membre masculin de la famille, elles souffrent d'un manque de mobilité. Cette impossibilité littérale de se rendre à l'école, associée à l'inquiétude des parents pour la sécurité de leurs filles sur le chemin de l'école et à l'école même, constitue un obstacle important à l'accès à l'éducation.

Obstacles institutionnels

Les obstacles socioculturels sont amplifiés par le manque d'enseignantes aussi bien dans la communauté afghane que dans les écoles publiques pakistanaises, notamment pour les classes de niveau supérieur. Ne pouvant avoir des hommes comme enseignants lorsqu'elles sont à l'âge de l'adolescence, les élèves filles qui veulent poursuivent leurs études sont alors confrontées à un obstacle majeur. Peu d'entre elles peuvent suivre un enseignement secondaire et supérieur, et le manque d'enseignantes est un problème crucial : il bloque l'accès des filles à l'éducation. Le manque d'enseignantes qualifiées a aussi des répercussions sur les filles qui retournent en Afghanistan, car il y a trop peu de femmes rapatriées capables d'enseigner aux élèves afghanes.

Le défaut d'écoles adaptées aux filles crée des obstacles supplémentaires. Des toilettes inappropriées ou inexistantes, la carence en eau potable, l'obligation de murs périphériques ou l'absence de solutions de transport réalisables font hésiter les parents ou les rendent réticents à envoyer leurs filles à l'école.

Obstacles économiques

Pour de nombreuses familles de réfugiés afghans, l'éducation est financièrement hors de portée. Le prix des uniformes, des fournitures, des livres et du transport aller-retour est tout simplement trop élevé. La pauvreté empêche certaines filles réfugiées afghanes d'intégrer le système scolaire au niveau primaire, mais elle se fait surtout sentir au niveau secondaire, lorsque les dépenses connexes augmentent.

Croulant sous le poids d'une pauvreté extrême et contraintes par les rôles dévolus aux deux sexes qui sont profondément ancrés dans la communauté afghane, certaines familles choisissent de dépenser leur argent pour l'instruction de leurs garçons plutôt que celle de leurs filles.

5. LES CONSÉQUENCES DU NON-ACCÈS DES FILLES À L'ÉDUCATION

Renforcement des traditions préjudiciables et des normes sexistes

Lorsque les filles sont incapables d'aller à l'école, les attitudes sexistes et les normes culturelles défavorables, qui en limitent déjà l'accès, s'en trouvent souvent renforcées. Les filles peuvent ainsi se retrouver plus vulnérables au mariage des enfants, au mariage sans consentement, à la grossesse précoce et à la violence sexiste.

Les filles non scolarisées, ou ne bénéficiant pas d'une autre forme d'instruction, se voient refuser l'accès aux environnements protecteurs et la possibilité d'acquérir des compétences pour améliorer leur vie. Dès lors, leur incapacité à travailler ou à contribuer aux ressources de la famille renforce aussi l'idée qu'elles constituent un fardeau financier. Arranger des mariages et des dots pour les filles est souvent vu comme la seule solution permettant d'alléger ce fardeau. Dans certaines communautés, les filles sont promises en mariage dès l'âge de 5 ans et mariées dès celui de 12 ans.

Les femmes et les filles non instruites sont souvent sous la dépendance des membres masculins de leur famille, ce qui, dans de nombreux cas, les expose à des actes de violence au foyer et à d'autres formes de violation de leurs droits. Les femmes et les filles analphabètes sont souvent plus isolées, confinées dans leur foyer et obligées de s'acquitter des tâches ménagères. Il est alors moins facile pour elles d'obtenir de l'aide si elles sont victimes d'actes de violence. Selon un rapport de la Banque mondiale, la majorité des femmes qui ne terminent pas l'école secondaire sont mariées pendant leur enfance et n'ont aucun contrôle sur les ressources du ménage, contrairement aux 5 % des femmes qui achèvent l'école secondaire (14).

Conséquences négatives sur la santé

Au cours des 35 dernières années, les taux extrêmement bas d'accès à l'enseignement et à la formation pour les filles pakistanaises et les réfugiées afghanes ont entraîné une pénurie d'enseignantes mais aussi une pénurie de femmes médecins, en particulier dans les régions rurales. Abréger l'éducation des filles non seulement a des répercussions sur les chances des générations futures de bénéficier d'une éducation et prive les filles de modèles importants, mais a aussi une incidence sur la santé des femmes et des filles.

Les filles ne pouvant pas accéder à un enseignement de qualité (du primaire à l'université), le nombre de femmes médecins

dans les populations afghane et pakistanaise est plus faible que celui des enseignantes.

Par manque d'instruction, de nombreuses femmes et filles afghanes n'ont pas les connaissances de base nécessaires pour répondre à leurs propres besoins et à ceux de leur famille en matière de santé et d'hygiène. Les taux de mortalité maternelle de ces femmes et de ces filles sont alors beaucoup plus élevés que ceux de celles qui sont allées à l'école. De plus, selon une étude réalisée par l'UNESCO, chaque année de scolarisation dont bénéficie une mère réduit la probabilité de mortalité infantile de 5 à 10% (15).

Travail des enfants

Autorisées à travailler seulement dans le secteur informel et incapables d'accéder à l'enseignement qui les aiderait à gagner leur vie, des générations de réfugiés afghans sont enlisées dans la pauvreté. Certains enfants réfugiés sont donc obligés de subvenir aux besoins de leur famille au lieu de recevoir une éducation. D'autres enfants réfugiés qui fréquentent l'école doivent l'abandonner pour travailler, tandis que d'autres encore doivent travailler pour payer leurs études. D'après les estimations, les enfants âgés de 5 à 14 ans constituent environ 6 % de la main-d'œuvre réfugiée afghane au Pakistan, et les jeunes âgés de 15 à 24 ans 31 % de cette main-d'œuvre (16).

Le travail des enfants est généralement perçu comme un problème touchant les garçons, mais les jeunes filles réfugiées afghanes sont elles aussi actives dans le secteur informel. Les travaux qui leur sont confiées vont de la collecte des déchets à l'accomplissement des tâches ménagères, du tissage de tapis à la fabrication de briques.

> «J'aimais aller à l'école. Les enseignantes m'inspiraient, je voulais être comme elles et je me sentais libre. Mais quand j'ai eu 12 ans, mon père m'a dit que je devais arrêter. On m'a mariée, et j'ai un bébé maintenant. Lorsque je pense à l'école, je souris. Mais je suis à la maison maintenant, et l'école n'est plus qu'un souvenir.»

> > Fille réfugiée afghane, 15 ans Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa

6. ROMPRE LE CERCLE : LES AVANTAGES DE L'ÉDUCATION DES FILLES

Les femmes et les filles réfugiées afghanes doivent surmonter les obstacles les plus importants, mais lorsqu'elles parviennent à accéder à l'éducation et à la formation, l'impact est profondément positif. Avec l'éducation, elles peuvent prendre leur avenir en main, améliorer leur santé et leur bien-être, participer à leur communauté et contribuer financièrement aux dépenses de leur famille. Mais les avantages ne s'arrêtent pas là. Instruire les filles réfugiées afghanes a des effets à long terme : cela permet de s'assurer que les générations futures bénéficieront d'une éducation et améliore les chances de rapatriement volontaire et de réinstallation durable en Afghanistan.

L'effet multiplicateur

L'enseignement primaire et secondaire renforce les filles avec de nouvelles aptitudes et leur donne confiance en elles. De plus, la Banque mondiale soutient que l'éducation des filles et des femmes crée un effet multiplicateur: les femmes instruites gagnent plus, ont moins d'enfants et leur donnent de meilleurs soins de santé et une meilleure éducation (18). La contribution à l'éducation des filles de la lauréate de la distinction Nansen pour les réfugiés 2015, Aqeela Asifi, illustre parfaitement ce

point et montre que l'éducation des filles réfugiées a un impact qui va bien au-delà des jeunes esprits qui bénéficient d'une instruction. Grâce au travail d'Aqeela Asifi, plus d'écoles ont ouvert dans le village de réfugiés de Kot Chandna, ce qui facilite l'accès des enfants et des jeunes réfugiés à l'enseignement primaire et secondaire. Les rôles des femmes et des filles, fortement ancrés dans la communauté, ont commencé lentement à évoluer, et les diplômées de l'école qui retournent en Afghanistan y exercent le métier d'enseignante ou créent même des écoles de filles similaires en régions isolées.



HCR / S. RIC



CHCR/S.PHELP

Vivre en meilleure santé

Selon l'UNESCO, 800 femmes meurent chaque jour dans le monde de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement. Les mères instruites sont mieux informées au sujet des maladies et des méthodes de prévention, plus à même de détecter les symptômes de la maladie et d'utiliser les services de santé. En fait, les estimations suggèrent que si toutes les femmes recevaient une instruction de niveau secondaire, les décès d'enfants seraient réduits de 49% (19).

«Ma mère ne sait même pas lire l'heure, tout la déroute, elle ne sait même pas suivre les indications pour trouver son chemin. Comme je sais lire, je peux aller chez le médecin et comprendre les médicaments qu'il me donne, ou je sais quand mes jeunes frères et sœurs doivent se faire vacciner. Ma mère ne peut faire aucune de ces choses. Nos vies sont si différentes parce que j'ai reçu ce cadeau.»

Kalsuma, 12 ans, élève afghane de l'école communautaire de filles créée par la lauréate de la distinction Nansen 2015, Aqeela Asifi, dans le village de réfugiés de Kot Chandna

Changement social

Les études révèlent que, à l'échelle mondiale, si toutes les filles allaient à l'école au moins jusqu'à la fin du primaire, il y aurait 14% moins de mariages d'enfants, et si toutes les filles bénéficiaient d'une instruction de niveau secondaire, les mariages d'enfants diminueraient de 64%. De même, si toutes les filles avaient accès à l'enseignement secondaire, 59% de femmes en moins tomberaient enceintes à l'âge de l'adolescence, car les filles et les femmes plus scolarisées sont plus susceptibles d'attendre avant d'avoir des enfants, d'espacer les grossesses et de chercher à obtenir des soins ou de l'aide (19). Dans certaines communautés où les filles réfugiées afghanes ont accès au cycle complet de l'enseignement primaire et secondaire, les traditions et les coutumes restrictives concernant le mariage des enfants et le mariage forcé ont effectivement commencé à changer.

« Depuis cinq ans, de plus en plus de filles vont à l'école, et de moins en moins de pères choisissent de marier leurs filles si jeunes. Les filles ont des discussions raisonnées avec eux, et les pères se rendent compte de la valeur qu'a une fille instruite. La pratique n'a pas entièrement disparu, mais elle est sûrement en perte de vitesse. »

Aqeela Asifi



The state of the s

Transmettre le don de l'éducation

Instruire les filles aujourd'hui revient à créer les mères instruites de demain, ce qui permet d'obtenir une deuxième génération d'enfants instruits. Les données suggèrent que les mères instruites sont beaucoup plus susceptibles d'envoyer leurs propres enfants à l'école, et qu'elles sont plus à même de les accompagner dans leurs études, rompant ainsi le cercle de la pauvreté et du manque d'accès à l'enseignement. Selon l'UNICEF, les enfants dont les mères ne sont pas allées à l'école courent deux fois plus de risque de ne pas être scolarisés que ceux des mères qui sont instruites (20). L'éducation des filles joue donc un rôle essentiel, car elle assure un avenir plus positif et plus productif pour les enfants et les jeunes Afghans, aussi bien pendant leur exil qu'au moment de leur retour.

«°Nous avons des filles de 25 provinces de tout l'Afghanistan dans notre école communautaire ici. Lorsqu'elles retournent chez elles, elles peuvent jouer un rôle positif dans toutes ces provinces différentes. Elles peuvent enseigner aux autres. Deux diplômées de notre école sont rentrées en Afghanistan et travaillent dans une école publique située dans un bastion taliban. Elles ont réussi à les persuader de leur permettre de continuer à enseigner aux filles. Elles reproduisent ce que nous faisons ici à Kot Chandna pour aider les filles à accéder à l'éducation là-bas. Depuis le début, c'est ce que nous voulons réaliser avec cette école. »

Aqeela Asifi

Subvenir aux besoins de la famille

Les filles réfugiées instruites sont aussi plus en mesure d'aider financièrement leur famille, ce qui évite le travail des enfants. Pour les filles elles-mêmes, il s'agit d'une étape fondamentale de leur quête d'autonomie, notamment dans les contextes où elles seraient confinées aux tâches ménagères. Pour leur famille et leur communauté, les filles instruites ont un rôle essentiel à jouer dans la rupture du cercle de la pauvreté qui bride tant de réfugiés afghans. Par exemple, les élèves de l'école communautaire de filles d'Aqeela Asifi, à Kot Chandna, utilisent leurs connaissances pour aider leurs pères, leurs frères et leurs oncles à exploiter leurs petites entreprises: elles organisent les comptes et aident à la lecture des factures ou au calcul des paiements.

De plus, non seulement l'éducation et la formation des filles aident les personnes et les collectivités à rompre le cercle de la pauvreté en améliorant les moyens d'existence, mais elles libèrent aussi le capital humain, améliorent la productivité et stimulent la croissance économique, tant dans les pays d'accueil qu'au moment du retour en Afghanistan. En fait, selon l'UNESCO, si tous les élèves des pays à faible revenu, y compris les filles, quittaient l'école avec seulement les bases de lecture, 171 millions de personnes sortiraient de la pauvreté, qui diminuerait de 12 % dans le monde (19).



7. AVANTAGES À LONG TERME : RETOUR, RÉCONCILIATION ET RECONSTRUCTION

Pour la communauté des réfugiés afghans, les jeunes gens instruits qui ont eu accès à l'enseignement primaire et secondaire jouent un rôle de premier plan dans l'avenir de l'Afghanistan.

Être capable d'obtenir un diplôme national d'études au Pakistan, reconnu ou faisant l'objet d'une équivalence en Afghanistan, est ainsi la clé qui permet aux Afghans instruits de pouvoir déverrouiller leur avenir, qu'il s'agisse de continuer leurs études, de suivre une formation professionnelle ou technique ou de chercher un emploi.

Dans de nombreux cas, les élèves réfugiés qui terminent leurs études secondaires au Pakistan et qui reçoivent un diplôme reconnu poursuivent leurs études supérieures en Afghanistan. Une fois diplômés, ils cherchent un emploi en Afghanistan dans différents secteurs, tels l'enseignement, la médecine, le génie, le développement, la fonction publique, l'informatique et les affaires. Ayant eu accès à l'enseignement primaire et secondaire dans leur pays d'accueil, ces jeunes gens sont plus à même de retourner durablement en Afghanistan. Les études montrent que les réfugiés afghans instruits sont trois fois plus susceptibles de réussir leur rapatriement (16).

«L'éducation, c'est de la légitime défense. Sans éducation, vous êtes faible, vous n'avez aucun moyen de vous protéger. L'éducation vous permet de lutter contre ceux qui exploiteraient votre innocence. Le savoir et l'information sont vos armes. Vous pouvez trouver votre voie et voir ce qui est juste.»

Samir Asifi, 18 ans, réfugié afghan du village de réfugiés de Kot Chandna, aujourd'hui étudiant en ingénierie à l'université de Kaboul Le rôle des écoles dans le rapprochement des communautés est aussi essentiel. La plupart du temps, l'insertion des réfugiés afghans dans les systèmes scolaires publics des pays d'accueil crée des relations positives, ce qui permet aux enfants afghans d'apprendre au contact de la culture pakistanaise, et aux enfants pakistanais de voir que les réfugiés afghans ne sont pas si différents d'eux-mêmes.

La communauté afghane voit l'accès au cycle complet de l'enseignement primaire et secondaire comme étant essentiel à la protection des jeunes Afghans, qui, sinon, pourraient être exposés à l'exploitation. Il leur permet d'œuvrer à la poursuite d'objectifs durables de paix et de rapatriement.

« Des garçons et des filles qui ont pu être scolarisés ici au Pakistan sont retournés en Afghanistan et ils y font un travail formidable. L'Afghanistan a désespérément besoin de ressources humaines. Si vous investissez dans l'éducation des enfants ici dans les villages de réfugiés, ces enfants pourront grandir et jouer un rôle dans l'avenir de l'Afghanistan. Sinon, nous ne pourrons jamais remettre notre pays sur les rails. »

Kashmir Khan, jeune militant et réfugié afghan du village de réfugiés de Kot Chandna, travaillant maintenant à Kaboul

AQEELA PIONNIÈRE DE L'ÉDUCATION DES FILLES AFGHANES RÉFUGIÉES



La lauréate de la distinction Nansen 2015 pour les réfugiés du HCR est Mme Aquela Asifi, reconnue pour ses efforts inlassables pour aider les filles réfugiées à accéder à l'éducation.

Elle-même réfugiée, Aqeela Asifi s'échappa de Kaboul, en Afghanistan, en 1992 avec sa famille au cours du siège de la ville par les moudjahidines et trouva refuge dans le village pour réfugiés de Kot Chandna à Mianwali, dans la province du Pendjab, au Pakistan.

En tant qu'ancienne enseignante, Aquela Asifi a été immédiatement frappée par le manque d'écoles pour les filles – une conséquence de la culture conservatrice de cette communauté villageoise – et décida alors de les enseigner.

Une fois l'appui des anciens du village obtenu, de haute lutte, elle alla courageusement de porte en porte pour convaincre les parents réticents de la laisser éduquer leurs enfants. Elle commença par une poignée d'écolières qu'elle installa dans la partie arrière d'une tente, et rédigeait à la main leurs feuilles d'exercices.

Au cours des deux années suivantes, la minuscule école prit de l'expansion et ses réalisations menèrent au financement dont elle avait tant besoin de la part du gouvernement du Pakistan. Ainsi Aqeela Asifi a-t-elle pu monter à six le nombre de tentes de son école et accueillir dans ses classes les filles de la communauté locale pakistanaise.

Aujourd'hui, 23 ans après son arrivée, son école de tentes a été remplacée par un bâtiment en dur. Aqeela Asifi a aidé plus de 1 000 écolières, qui ont atteint leur huitième année d'étude et ont reçu un certificat reconnu au niveau national. Son héritage d'enseignement a même eu un impact au-delà des frontières : deux de ses anciennes élèves sont devenues enseignantes à Kaboul.

Aqeela Asifi est un vrai symbole de triomphe devant l'adversité. Sa patience sans fond et sa détermination ont transformé la vie de centaines de jeunes réfugiées en leur ouvrant un chemin pour sortir de la pauvreté et l'occasion de se forger un avenir. Interrogée sur sa nomination de lauréate au prix Nansen pour les réfugiés, Aqeela Asifi répond que c'est avant tout une reconnaissance à partager.



8. UNE APPROCHE AXÉE SUR LES SOLUTIONS POUR LES RÉFUGIÉS AFGHANS

Le paysage de l'éducation pour les réfugiés afghans, tant au Pakistan qu'en Afghanistan, est indéniablement complexe, subissant l'incidence d'une multiplicité de facteurs qui se conjuguent pour rendre l'éducation inaccessible, en particulier pour les filles réfugiées afghanes. Les contraintes économiques, socioculturelles et institutionnelles, les réalités complexes d'un déplacement prolongé et les limites du financement disponible exigent le recours à une approche globale s'inscrivant dans la durée.

Récemment, des progrès encourageants ont été accomplis. Le gouvernement pakistanais, le HCR, des ONG nationales et internationales et la communauté des réfugiés afghans ont travaillé ensemble pour proposer des solutions novatrices. Ils ont pris des mesures concrètes pour éliminer les obstacles et améliorer l'accès à l'éducation des enfants et des réfugiés afghans, y compris les filles.

Renforcement de la capacité

En 2011, les premières mesures ont été prises pour l'élaboration d'une stratégie régionale coordonnée visant à apporter des solutions globales aux réfugiés afghans. Elle a été appelée «stratégie de solutions pour les réfugiés afghans» (voir encadré page 19). Elle est pilotée par les gouvernements afghan, pakistanais et iranien et est soutenue par le HCR et plus de 50 acteurs du développement et de l'aide humanitaire. L'un de ses éléments clés est l'accès à l'éducation comme facteur favorisant un retour et une réintégration durables des réfugiés afghans en Afghanistan. La stratégie encourage l'utilisation de projets communautaires en Afghanistan, au Pakistan

et en Iran, l'idée étant qu'ils peuvent préparer ce retour et cette réintégration, et apporter aussi une aide aux communautés d'accueil. À cette fin, la stratégie privilégie l'accès à un enseignement de qualité pour les réfugiés, aussi bien pendant leur exil qu'au moment de leur retour en Afghanistan.

Quant aux enfants réfugiés afghans, l'intégration dans le système scolaire public permet souvent d'obtenir les meilleurs résultats en matière d'éducation, conformément à la politique générale du HCR en matière d'éducation. Cependant, les systèmes scolaires publics des pays d'accueil croulent souvent sous le poids de leur propre demande nationale. Une partie intégrante des projets de la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSRA) est mise en œuvre dans le cadre du programme des zones affectées par la présence sur leur sol de réfugiés de longue date (RAHA), qu'il s'agisse du Pakistan ou de l'Iran. Au Pakistan, le HCR et le gouvernement pakistanais ont aidé les écoles publiques fréquentées par des élèves réfugiés afghans à renforcer leur capacité et à améliorer leurs installations. En particulier, l'aide fournie a permis la construction de salles de classe supplé-

mentaires, la rénovation des salles de classe et des bâtiments, ainsi que la création d'installations adaptées dans les écoles de filles, notamment des toilettes et des murs périphériques, et ce, afin d'encourager la scolarisation. De plus, les projets ont aussi stimulé la cohésion entre la communauté pakistanaise locale et celle des réfugiés afghans, toujours pour développer la scolarisation et améliorer les installations.

Remédier à la pénurie d'enseignants qualifiés, d'enseignantes surtout, est aussi une priorité puisque cela ne peut qu'aider à éliminer les obstacles socioculturels découlant du manque d'enseignantes et à augmenter les chances des filles de pouvoir aller à l'école. Depuis le début de 2015, le HCR, par l'intermédiaire du programme RAHA, a subventionné la participation de 200 enseignants à une formation diplômante obligatoire de deux ans. La plupart de ces enseignants étaient des femmes, ce qui constitue un premier pas vers l'élimination d'un obstacle qui a une incidence négative sur l'éducation des filles aussi bien pakistanaises qu'afghanes.

Interventions communautaires et à domicile pour les filles

Pour résoudre les problèmes géographiques, économiques et socioculturels qui restreignent l'accès à l'éducation de nombreuses filles afghanes, des programmes sont mis en œuvre au niveau communautaire et à domicile dans les régions où le besoin se fait particulièrement sentir. Depuis la fin des années 1990, le HCR propose des options de scolarisation à domicile pour les filles dans le sud-ouest du Pakistan, plus précisément dans la province de Baloutchistan qui jouxte les zones tribales sous administration fédérale. Depuis quelque temps, sous l'égide du programme Éduquer un enfant créé en 2012, une douzaine d'écoles primaires à domicile sont subventionnées dans la province pour les filles réfugiées afghanes âgées de 8 ans et plus qui n'avaient jamais pu aller à l'école. Douze enseignantes ont été choisies parmi la communauté des réfugiés afghans, et l'enseignement se fait dans la maison même des enseignantes. Trois cent trente-six filles au total profitent de ces écoles. Ces mêmes écoles font aussi appel à la mobilisation de la communauté, car elles utilisent les mécanismes d'administration scolaire pour recenser les filles non scolarisées et encourager un plus grand nombre de parents à laisser leurs filles participer.

Les écoles primaires et secondaires communautaires, comme celle créée et dirigée par Aqeela Asifi, représentent des solutions novatrices et efficaces face aux obstacles rencontrés par les filles afghanes. Nées et portées par la passion de personnes comme Aqeela Asifi, les écoles de filles et de garçons témoignent de la capacité des Afghans instruits à trouver et à appliquer leurs propres solutions pour un avenir meilleur, ce qui permet aux jeunes Afghans d'exprimer tout leur potentiel. Grâce à ces écoles, les filles et les garçons afghans, qui, sinon, seraient laissés à l'écart de tout enseignement à cause de la pauvreté, de la distance ou d'obstacles socioculturels, ont la chance d'apprendre, d'acquérir des compétences indispensables et, ce faisant, de faire un pas vers un retour durable en

Informations sur la SSRA

La Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSRA) est le résultat d'un processus consultatif quadripartite unique et sans précédent entre les républiques islamiques d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan. Lancée en 2011, elle a pour objectif de trouver et de mettre en œuvre des solutions durables pour les réfugiés afghans dans la région. Conçue comme une initiative pluriannuelle régionale, la stratégie propose un cadre global et intégré pour une action conjointe visant à faciliter le retour volontaire et la réintégration durable des réfugiés, tout en apportant une aide aux pays d'accueil.

L'élément transversal de la SSRA est l'autonomisation des réfugiés afghans, notamment des jeunes, au moyen d'interventions liées dans les domaines de l'éducation, du développement des compétences et du renforcement des moyens d'existence, et ce, afin de préparer leur rapatriement volontaire. En d'autres termes, il s'agit de renforcer le capital humain des réfugiés et d'accroître leurs moyens d'existence en Afghanistan, tout en encourageant leur autonomie et en leur permettant de contribuer davantage aux économies des pays d'accueil en attendant leur retour.

Les trois piliers de la Stratégie de recherche de solutions:

- créer les conditions qui incitent au rapatriement volontaire des réfugiés grâce à l'investissement communautaire dans les secteurs de forte rentabilité;
- renforcer le capital des réfugiés afghans, en fonction des moyens d'existence, afin de permettre une réintégration viable;
- préserver les espaces de protection dans les pays d'accueil, y compris le renforcement de l'aide pour les communautés d'accueil des réfugiés et le rétablissement dans des pays tiers.

Depuis son acceptation par la communauté internationale en 2012, la Stratégie de recherche de solutions fait office de tribune multilatérale permettant la recherche de consensus, le renforcement des partenariats existants et la mobilisation de nouveaux acteurs. Les pays ont créé des portefeuilles de projets pour appuyer la mise en œuvre de la SSRA à l'échelle nationale, y compris des initiatives transfrontalières dans les domaines de la formation continue, du développement des compétences et des articulations entre les marchés du travail en Afghanistan et les pays d'accueil (21).

Afghanistan. Ces initiatives sont dirigées, et dans de nombreux cas financées, par la communauté, mais une aide essentielle a été apportée, et peut continuer de l'être, sous la forme de cours destinés aux enseignants, de livres et autres ressources pédagogiques, d'attestations d'études et de renforcement des capacités des milieux éducatifs, afin d'être sûr qu'ils sont adaptés aux besoins des filles et des garçons et qu'ils fonctionnent.

Formation technique et professionnelle pour les jeunes Afghans

L'amélioration des moyens d'existence est essentielle pour la rupture du cercle de la pauvreté dans lequel des générations de réfugiés afghans sont enlisées. Pour les réfugiés qui n'ont pas du tout pu être scolarisés ou qui ont dû abandonner l'école, la formation technique et professionnelle constitue souvent le lien manquant qui permet aux personnes, aux familles et aux communautés de sortir durablement de la pauvreté.

Élément de la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans, la formation technique et professionnelle est une solution clé, qui donne aux réfugiés afghans la chance de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille au sein de leurs communautés d'accueil – et à leur retour en Afghanistan. Le HCR, les autres agences de l'ONU, des ONG nationales et internationales, et le gouvernement pakistanais



collaborent pour que les réfugiés afghans puissent accéder à des formations professionnelles essentielles, comme tailleur, informaticien, maçon, plombier, réparateur de téléphones portables et mécanicien. Ces interventions se sont avérées particulièrement utiles aux femmes et aux filles, car elles leur ont permis d'être plus mobiles et de participer financièrement aux besoins de leur famille. La formation permet aussi aux réfugiés

afghans de mieux contribuer à leur communauté d'accueil, dans le cadre du secteur informel. Améliorant l'accès aux compétences utiles, ce travail augmente considérablement les chances pour les réfugiés afghans de réussir leur rapatriement.



RÉSUMÉ

En 1980, personne n'aurait pu imaginer que le conflit complexe en Afghanistan durerait trois décennies, entraînant le déplacement de millions d'Afghans et obligeant des générations d'enfants afghans à naître en exil. Dans le domaine de l'éducation, les premières interventions pour les personnes déplacées visaient à faire face à la crise à court terme, plutôt qu'à tenir compte des réalités complexes d'un déplacement prolongé. Au fur et à mesure que le nombre de réfugiés a augmenté et que le déplacement s'est poursuivi, les options proposées en matière d'éducation se sont révélées terriblement inadéquates, ce qui a limité et rendu incohérent l'accès à l'enseignement primaire et secondaire pour les réfugiés afghans. Parallèlement, avec l'insuffisance du financement au niveau mondial pour l'éducation des réfugiés, il est devenu de plus en plus difficile pour les gouvernements des pays d'accueil et les acteurs du développement et de l'aide humanitaire, tel le HCR, de donner à tous les réfugiés afghans un accès suffisant et constant à l'accès primaire et secondaire.

Trente-cinq années plus tard, les réfugiés afghans ressentent l'impact de l'incapacité de générations successives à accéder régulièrement à l'enseignement primaire et secondaire ou à d'autres options en matière d'apprentissage. Le fait pour les réfugiés de ne pas bénéficier d'un accès constant à un enseignement de qualité alourdit le fardeau des pays d'accueil et sape le développement en Afghanistan; d'autres conséquences se manifestent par une pénurie d'enseignants et une main-d'œuvre professionnelle limitée. La situation, en perpétuant les restrictions socioculturelles et les vulnérabilités, fort nombreuses, qui accompagnent le manque d'éducation, a particulièrement affecté les femmes et les filles.

Cependant, que ce soit grâce à l'aide généreuse des pays d'accueil, qui permet aux Afghans d'intégrer les systèmes scolaires publics, aux écoles et aux centres de formation subventionnés par les ONG et le HCR, ou à des initiatives communautaires stimulantes, les réfugiés qui ont accès à l'apprentissage, les filles en particulier, sont des exemples éloquents des bienfaits profonds de l'éducation. Instruire les réfugiés afghans fait naître l'espoir d'un avenir meilleur pour l'Afghanistan, contribue à l'adoption de solutions durables, comme le rapatriement de leur communauté, renforce les chances des générations futures de bénéficier d'une éducation et aide les familles et les communautés à sortir de la pauvreté sur le long terme.

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptera les Objectifs de développement durable (ODD), qui, s'appuyant sur les progrès réalisés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, devraient permettre de résoudre les enjeux et les écarts qui subsistent. Les ODD fournissent une occasion unique de s'assurer que l'éducation des réfugiés, en particulier de ceux en situation de déplacement

prolongé, bénéfice de l'attention, des efforts et du financement dont elle a tant besoin de la part de la communauté internationale. Comme le reflètent les buts définis pour l'Objectif de développement durable 4 (assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), les droits et les besoins des migrants, ainsi que ceux des enfants et des jeunes réfugiés, sont finalement reconnus. Il faut saisir cette occasion pour, à nouveau, attirer l'attention sur ce point et s'assurer que chaque enfant réfugié bénéficie des mêmes droits que tout autre enfant pour accéder un avenir meilleur.

En octobre 2015, la communauté internationale, les gouvernements des pays d'accueil, des ONG, l'ONU et d'autres parties prenantes se réuniront, lors du débat de haut niveau sur la situation des réfugiés afghans, pour en examiner les enjeux et les solutions, et pour prendre des engagements visant à aider l'Afghanistan. Dans le cadre de la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans, ce débat sera une excellente occasion de reconnaître et soutenir l'autonomisation des jeunes grâce à un meilleur accès à l'enseignement et à la formation, et de la considérer comme partie intégrante de la recherche de solutions durables pour les réfugiés.

Il reste encore un long chemin à parcourir pour s'assurer que tous les enfants et les jeunes réfugiés afghans ont accès, dans un environnement d'apprentissage sûr, à un enseignement et à une formation de qualité donnant lieu à la délivrance d'un diplôme. Cependant, parce que la recherche de solutions novatrices qui répondent au besoin (y compris le travail de base effectué par des éducateurs communautaires exemplaires comme Aqeela Asifi) bénéficie d'un intérêt renouvelé et d'une aide stratégique renforcée, les enfants et les jeunes Afghans verront leurs chances d'aller à l'école et de suivre une formation s'améliorer grandement. L'investissement dans l'enseignement de qualité va donner aux réfugiés afghans les outils dont ils ont besoin pour reconstruire durablement leur vie et leur communauté, suscitant aussi un regain d'espoir avec la possibilité de retourner dans leur pays d'origine.

RÉFÉRENCES

- UNESCO.
- 2. Banque mondiale, 2011.
- 3. HCR, «Rapport sur les tendances mondiales», 2014.
- 4. HCR, «Note on Afghan Refugee Education in Pakistan», 2014.
- 5. HCR, «Pakistan Education Strategy 2015-2017».
- 6. Alif Ailaan, «25 Broken Promises: The Crisis of Pakistan's Out of School Children», 2014 (www.alifailaan.pk/broken_promises).
- UNESCO, Chiffres du Programme national d'alphabétisation (www.unesco.org/uil/litbase/?menu=14&programme=66)
- 8. Banque mondiale, données, 2012 (data.worldbank.org/indicator/SE.ADT.1524.LT.ZS/countries/IR?display=graph).
- Council on Foreign Relations, «Women and Girls in Afghanistan Transition», document de travail, juin 2014.
- 10. UNESCO, «Rapport mondial de suivi sur l'EPT», 2011.
- 11. Unité chargée de l'éducation du HCR, Genève, 2015.
- **12.** "Educate a Child Initiative, Good Practices for Gender Equality in Education: increasing access to education for girls through home-based schooling".
- **13.** « Education for All 2000-2015 : achievements and challenges », document d'information, 2015 (www.ungei.org/resources/files/Addressing early marriage efa.pdf).
- **14.** Banque mondiale, «Voice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity», rapport 2014 (www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Gender/Voice_and_agency_LOWRES.pdf).
- 15. UNESCO, «Rapport mondial de suivi sur l'EPT», 2011.
- **16.** UNHCR, «Population Profiling Verification and Response», enquête, 2011 (unhcrpk.org/wp-content/uploads/2012/11/PPVR-Report.pdf).
- 17. UNICEF, "Child Protection from violence, exploitation and abuse" (www.unicef.org/protection/57929_child_labour.html).
- **18.** Banque mondiale, «Point sur l'éducation des filles», 2014 (www.worldbank.org/en/topic/education/brief/girls-education).
- **19.** UNESCO, «L'éducation transforme nos existences», rapport, 2013 (unesdoc.unesco.org/images/0022/002231/223115F.pdf).
- 20. UNICEF, «Progrès pour les enfants: bilan statistique», 2005.
- 21. Pour plus d'information sur la SSAR, consulter le site www.unhcr.org/pages/4f9016576.html.



